

Croissance et gains de Productivité

Octobre 2015

Tous les Politiques ne jurent que par le retour de la **croissance** pour créer des emplois, réduire le taux de chômage, réduire le déficit des comptes des administrations publiques (appelé déficit public) que sont les Administrations centrales (l'Etat) + les Administrations publiques locales (collectivités locales) + les administrations de sécurité sociales, ainsi que la dette publique (soit l'accumulation du déficit public année après année). **La croissance serait-elle le remède miracle ?**

• Mais la Croissance c'est quoi ?

- La croissance économique mesure **l'évolution de la richesse produite par un pays sur son territoire** pendant une période donnée en général entre deux années (croissance Annuelle) ou entre deux trimestres (croissance trimestrielle). La richesse produite est mesurée par le **Produit Intérieur Brut** appelé **PIB**.

• Une notion essentielle pour comprendre ce qu'est le PIB → la Valeur Ajoutée (VA)

- **Définition du mot Valeur ajoutée** : l'INSEE la définit comme le « *solde du compte de production, elle est égale à la valeur de la production diminuée de la consommation intermédiaire* ». La valeur ajoutée (VA) est une notion économique qui permet de mesurer la valeur de la production réalisée au sein d'une entreprise. Formulé autrement, **la valeur ajoutée sert à désigner le supplément de valeur qu'une entreprise, grâce à son activité, est capable d'apporter à un bien ou à un service provenant d'un tiers**. La valeur ajoutée se présente donc comme un indicateur économique de la **création de richesse d'une entreprise**. Elle sert notamment de base au calcul de la TVA (taxe sur la valeur ajoutée) et à la mesure du PIB.

- **Un exemple simple, repris dans beaucoup de publications, permet de bien comprendre ce qu'est la VA. Prenons l'exemple publié par l'INSEE :**

« Pour faire du pain, un boulanger a notamment besoin de farine et d'électricité. Ce sont les **consommations intermédiaires (CI)**, utilisées pour la **production (P)** du pain.

La production du boulanger, c'est le pain. Pour déterminer la richesse créée, appelée **valeur ajoutée (VA)**, il faut soustraire du prix du pain (=Valeur de la production= Chiffre d'affaire= recette) le montant des consommations intermédiaires, la farine et l'électricité. La valeur ajoutée se calcule en euros.

Pour une baguette à 1€, la valeur ajoutée du boulanger est donc égale au prix de production (1€) moins les prix des consommations intermédiaires (0,30€ de farine et 0,15€ d'électricité dans notre exemple). Elle est ici de 0,55€.

$$\text{Valeur Ajoutée} = \text{Production} - \text{Consommations intermédiaires}$$

PS/ Les **consommations intermédiaires** sont constituées par l'**ensemble des biens** (matières premières, composants, produits finis, énergies, eau, etc.) **et services** (loyers, services sous traités, transports, assurances etc.) **achetés par une entreprises à d'autres firmes pour mener à bien son activité**. Les biens et les services sont soit détruits au cours du processus de production, soit incorporés aux produits finis. **Le calcul ci-dessus permet ainsi de ne comptabiliser qu'une seule fois la richesse créée par une production (de biens ou de services).**

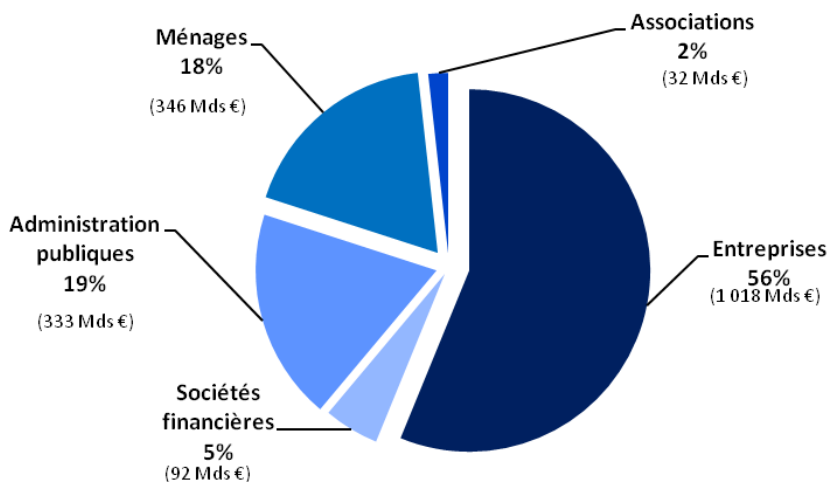
➤ De la valeur ajoutée au PIB

- **Pour calculer le PIB on totalise** l'ensemble des richesses produites en France (sans tenir compte de la nationalité des producteurs) par les différents secteurs institutionnels sur une période donnée, soit **la somme des Valeurs Ajoutées, à laquelle on ajoute les Impôts sur les produits (TVA et TICPE sont les principaux) et on retranche les subventions sur les produits.**
- **Quel est le montant du PIB pour la France ?**

Tout d'abord, il est important de préciser que le PIB peut être évalué en valeur (à prix courants) ou en volume (à prix constants). **En valeur**, on parle du **PIB nominal**, c'est-à-dire **au prix de l'année courante** (non corrigé de l'inflation ou de la déflation mesurées par l'évolution des prix à la consommation, indice publié par l'Insee). À l'inverse, **en volume**, on parle du **PIB réel**, il est alors calculé **à prix constants** (au prix d'une année de référence, par exemple l'année 2010). **Le PIB calculé en volume permet de faire des comparaisons entre deux périodes, comparaisons non faussées par l'évolution des prix (inflation ou déflation).**

En 2014, le PIB de la France s'élève à 2 132 milliards d'euros en valeur et 2 060 milliards d'euros en volume.

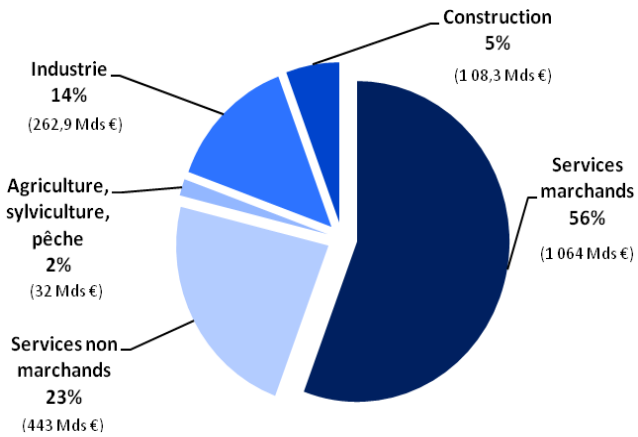
- **Répartition de la production par secteur institutionnel en 2012 (milliards d'euros et %)**



La richesse annuelle produite est mesurée par la valeur ajoutée des différents agents (ou secteurs institutionnels).

- La valeur ajoutée des **entreprises** est égale à la valeur de la production moins les consommations intermédiaires c'est-à-dire tous les achats faits à l'extérieur de l'entreprise et utilisés pour la production.
- La production des **sociétés financières** (banques assurances et autres entreprises de services financiers) correspond à leur Produit Net Bancaire (PNB = produits d'exploitation + intérêts et commissions perçus - charges d'exploitation, intérêts et commissions dus.).
- ✓ Les **administrations publiques** (État, collectivités territoriales, organismes de sécurité sociale) ont une production souvent non marchande. Elle est alors évaluée par les coûts de production (consommation intermédiaire + rémunération des salariés + consommation de capital fixe).
- ✓ Les **ménages** comprennent les entrepreneurs individuels. La production des ménages inclut la production agricole, la construction de maisons, le loyer fictif des propriétaires occupants et les services du personnel domestique rémunéré.
- ✓ Les **institutions sans but lucratif** au service des ménages sont les associations qui produisent des biens et services non marchands au profit des ménages. Leur production est estimée par les coûts de production.

- Répartition de la production par secteurs d'activité en 2014, en milliards d'euros à prix courants



Entre 1980 et 2014, la part de chaque secteur d'activité dans le PIB a évolué. Cette évolution est plus ou moins marquée selon le secteur considéré. Par exemple, celui de l'industrie manufacturière a reculé de près de 10 points entre 1980 et 2014 alors que celui des services marchands et non marchands a progressé de presque 15 points sur la même période. Les services marchands représentent 56 % du PIB en 2014 contre 23 % pour les services non marchands (Selon définition Insee : « On considère qu'une unité rend des services non marchands lorsqu'elle les fournit gratuitement ou à des prix qui ne sont pas économiquement significatifs. Ces activités de services se rencontrent dans les domaines de l'éducation, de la santé, de l'action sociale et de l'administration »)

- Décomposition du PIB sous l'angle des dépenses

En 2014, en milliards d'euros (Volume) Source Insee

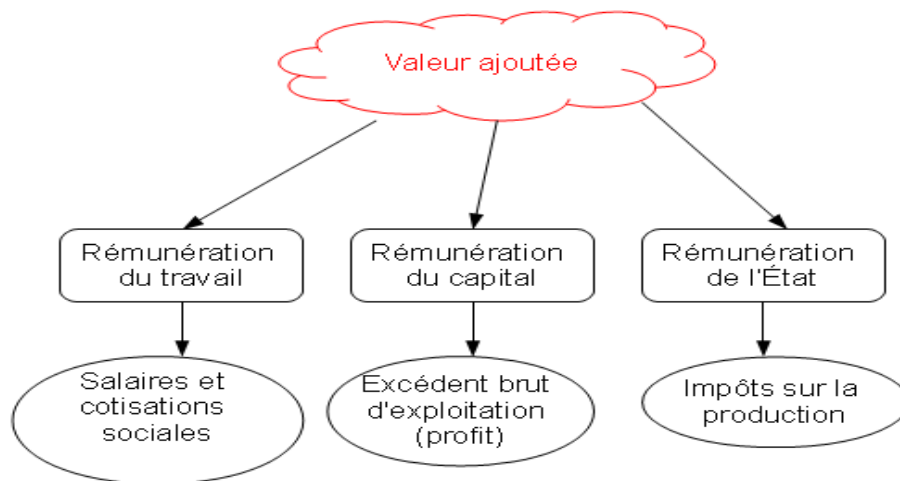
Dépenses de consommation finales	1 640,7
Investissement (FBCF=Formation Brute de Capital Fixe)	443,1
Variation des stocks	13,7
Solde des échanges extérieurs (Exportations – Importations)	- 36,6
2014 (total)	2 060,9

- Le partage de la valeur ajoutée → A qui profite la valeur Ajoutée

- ✓ 3 types de revenus pour 3 agents économiques

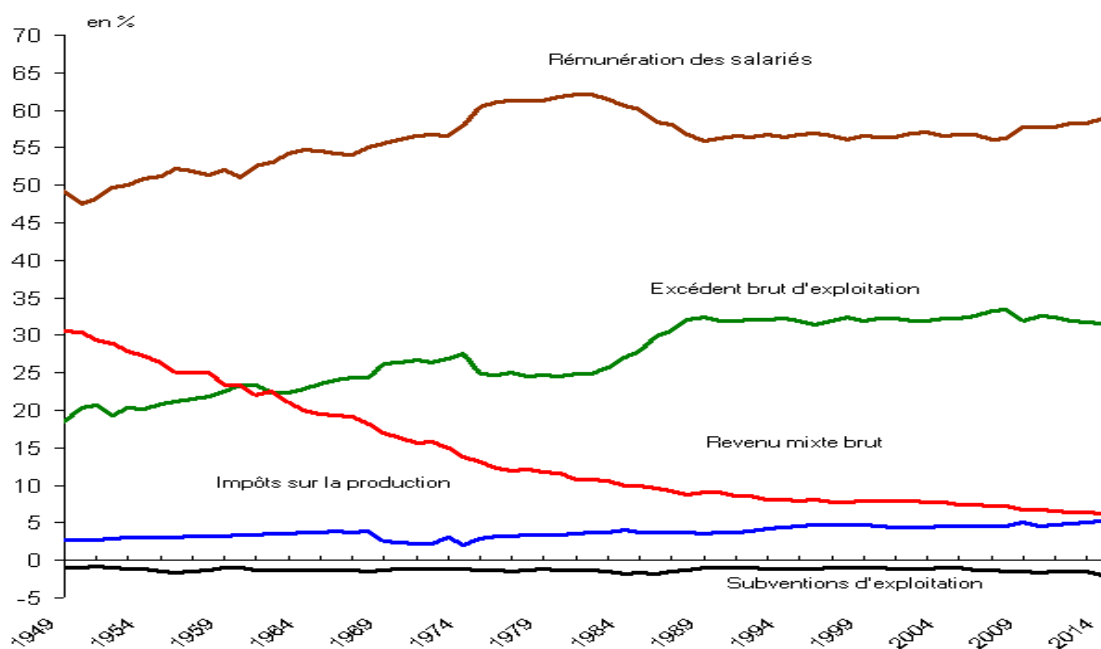
L'entreprise ajoute de la valeur aux biens et services qu'elle utilise en leur incorporant du travail et du capital et en les transformant en un produit dont la valeur est plus élevée. La valeur créée par l'entreprise, c'est-à-dire la valeur ajoutée va donc permettre à l'entreprise de rémunérer ses facteurs de production. En effet l'entreprise va devoir payer des salaires, payer des impôts et rémunérer ceux qui ont apporté des capitaux.

Les revenus naissent donc de la valeur ajoutée créée dans chaque organisation productive.



✓ Evolution dans le partage de la valeur ajoutée

Partage de la valeur ajoutée à prix courants en 2014



Champ : France.
Source : Insee, comptes nationaux - base 2010

• Définitions (selon l'Insee) :

- ✓ **Rémunération des salariés** : Ensemble des rémunérations en espèces et en nature que les employeurs versent à leurs salariés en paiement du travail accompli par ces derniers : salaires et traitements bruts en espèces et en nature, cotisations sociales effectives et imputées à la charge des employeurs.
- ✓ **Excédent Brut d'Exploitation (EBE)** : L'excédent brut d'exploitation est le solde du compte d'exploitation, pour les sociétés. Il est égal à la valeur ajoutée, diminuée de la rémunération des salariés, des autres impôts sur la production (voir Impôts sur la production et les **importations**) et augmentée des subventions d'exploitation. Pour les **entreprises individuelles**, le solde du compte d'exploitation est le **revenu mixte**. L'excédent d'exploitation peut être calculé net, si l'on retranche la **consommation de capital fixe**.

Note : **taux de marge** = $(EBE/VA) \times 100$

-
- ✓ **Impôts sur la Production** : Les impôts sur la production et les **importations** (D.2) sont des versements obligatoires sans contrepartie, en espèces ou en nature, prélevés par les **administrations publiques** ou par les institutions de l'Union européenne (**UE**) et qui frappent la production et l'importation de **biens** et de **services**, l'emploi de main-d'œuvre et la propriété ou l'utilisation de terrains, bâtiments et autres **actifs** utilisés à des fins de production. Ces impôts sont dus quel que soit le montant des bénéfices obtenus. Ils comprennent les impôts sur les produits (D.21) et les autres impôts sur la production (D.29).
 - ✓ **Revenus mixtes** : Solde du compte d'exploitation pour les **entreprises individuelles**. Il contient deux éléments indissociables : la rémunération du travail effectué par le propriétaire et éventuellement les membres de sa **famille**, et son profit en tant qu'entrepreneur.
 - ✓ **Subventions** : Transferts courants sans contrepartie que les **administrations publiques** ou les institutions de l'Union européenne (**UE**) versent à des producteurs résidents dans le but d'influencer leurs niveaux de production, leurs prix ou la rémunération des facteurs de production. On distingue les subventions sur les produits, versées par unité de bien ou de service produite ou importée, et les autres subventions sur la production.

- **Les enjeux de la répartition de la valeur ajoutée**

Le partage de la valeur ajoutée peut donner lieu à des conflits, car chacun veut augmenter sa part, mais cela se fait au détriment des autres.

Si la part de la valeur ajoutée attribuée aux salariés augmente, cela va accroître leurs revenus et peut augmenter leur consommation. Cela est donc susceptible d'accroître la demande adressée aux entreprises et par là même créer des emplois pour répondre au supplément de production.

Toutefois accroître la production (l'offre) nécessite souvent des investissements. Or si la part de la valeur ajoutée qui va aux apporteurs de capitaux diminue, l'entreprise peut avoir des difficultés à trouver des agents pour financer ses investissements (épargne conservée, actions, emprunts).

Inversement, si la part consacrée aux profits augmente, l'entreprise va pouvoir accroître son offre. Cependant elle peut avoir des difficultés à vendre, car il n'y aura pas suffisamment d'acheteurs.

Il faut donc trouver une répartition qui permette de satisfaire à la fois les salariés et les apporteurs de capitaux, ce qui est loin d'être évident !

Comme le montre le graphique ci-dessus, la part des salaires dans la valeur ajoutée n'a cessé de baisser depuis le début des années 80. Dans le même temps la part des dividendes dans la Valeur ajoutée n'a cessé de progresser.

- **Le PIB Mondial**

Le **PIB mondial** est tout simplement la somme de tous les PIB nationaux. Le **PIB mondial** est calculé par la **Banque Mondiale** en convertissant tous les PIB nationaux en dollars américains.

Classement 2013-2014 des 20 premiers pays en terme de PIB (Liste de la Banque Mondiale)

Rang	Pays ou territoires	PIB (millions de dollars américains)	Années
	<u>Monde</u>	(77 301 958)	(2013)
	 <u>Union européenne</u>	17 359 420	2014
1	 <u>États-Unis</u>	18 287 000	2014
2	 <u>Chine</u>	11 285 000	2014
3	 <u>Japon</u>	4 882 000	2014
4	 <u>Allemagne</u>	3 909 000	2014
5	 <u>Royaume-Uni</u>	3 003 000	2014
6	 <u>France</u>	2 935 000	2014
7	 <u>Brésil</u>	2 357 000	2014
8	 <u>Inde</u>	2 248 000	2014
9	 <u>Italie</u>	2 153 000	2014
10	 <u>Russie</u>	2 096 780	2014
11	 <u>Canada</u>	1 873 000	2014
12	 <u>Corée du Sud</u>	1 561 000	2014
13	 <u>Australie</u>	1 535 000	2014
14	 <u>Espagne</u>	1 422 000	2014
15	 <u>Mexique</u>	1 367 000	2014
16	 <u>Indonésie</u>	915 000	2014
17	 <u>Pays-Bas</u>	892 000	2014
18	 <u>Turquie</u>	861 000	2014
19	 <u>Arabie saoudite</u>	805 000	2014
20	 <u>Suisse</u>	680 000	2014

Source : https://fr.wikipedia.org/wiki/Liste_des_pays_par_PIB_nominal

Le PIB reste l'indicateur le plus utilisé pour comparer les performances économiques des différents pays

Les plus gros contributeurs au PIB mondial sont l'Union européenne avec 22% du PIB mondial, les États-Unis avec 24%, et la Chine avec près de 15% du PIB mondial.

La France arrive en 6ème position au coude à coude avec le Royaume -Uni

Important : Ce classement/comparatif est réalisé en USD. Il peut être fortement impacté d'une année à l'autre par la variation des parités monétaires (taux de changes) notamment USD/€. Prenons un exemple : dans ce comparatif le PIB de la France (2935 Mds d'USD pour 2014) est calculé sur la base de 1.38 USD pour 1 Euro qui était la parité en Décembre 2013. En 2008 la parité a atteint 1.58. Si cette parité avait été maintenue, le PIB de la France en USD pour 2014 se serait élevé à 3 369 Milliard d'USD vs 2 935 avec la parité de 1.38. A contrario, avec la parité actuelle (1.11 USD pour 1 €) le PIB français converti en USD n'aurait été que de 2 367Milliards de \$ et de 1 920 Mds de \$ si nous avions conservé la parité de l'année 2000 (0.90 \$ pour 1€). Ces parités extrêmes font varier de 75% le montant du PIB français exprimé en USD. A ce jeu, **le Royaume Unis et la France vont continuer de s'échanger la 5ème et la 6ème place au classement mondial du PIB au gré des fluctuations des monnaies (Dollar US/Euro/Livre sterling).**

La guerre des monnaies, à laquelle se livrent les principales puissances (zones) économiques, a un impact considérable sur ce classement et, de surcroît, fausse gravement le jeu de la concurrence.

Attention à la désinformation !

- **La notion de PIB par habitant**

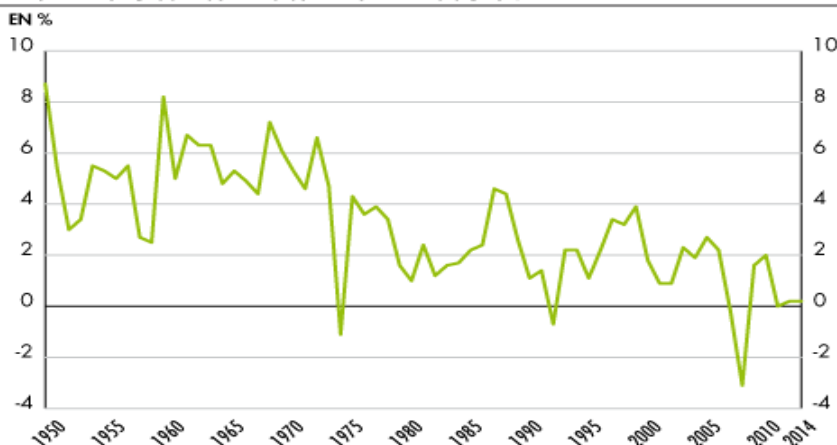
Comme l'indique l'Insee, dans son document pour comprendre la croissance économique : « On peut aussi comparer les PIB des pays en tenant compte de leur population. C'est ce que l'on appelle le **PIB par habitant**. Un PIB égal à 1 000 milliards d'Euros n'est pas équivalent s'il est réparti entre 10 ou 100 millions de personnes. Le PIB par habitant permet alors de **comparer les niveaux de vie entre les pays**. En France, le PIB par habitant vaut environ 30 000 euros. Les pays les plus riches ont un PIB par habitant supérieur à 50 000 euros par habitant (dont le Luxembourg et le Qatar). Les pays les plus pauvres ont un PIB par habitant inférieur à 1 000 euros par habitant. La connaissance des PIB des différents pays est utile aux organisations internationales pour définir leurs politiques et recommandations. Elle sert également aux entreprises pour déterminer leur choix de développement à l'international (prospection de marchés, investissements, etc.). »

- **Du PIB à la Croissance**

- **La croissance mesure l'augmentation ou la diminution de la richesse produite, mesurée par le PIB, pendant une période donnée (en général entre deux trimestres ou d'une année sur l'autre).**
- **Le PIB, qui est pris en compte, est le PIB en Volume .Pour rappel, le PIB en volume est égal au PIB en valeur correction faite de l'évolution des prix sur la période considérée (corrigé à la baisse du taux d'inflation ou à la hausse du taux de déflation).**
- **Le taux de croissance correspond au taux de variation entre le PIB au début de la période et le PIB à la fin de la période considérée. La croissance est donc exprimée en pourcentage.**
- **La croissance annuelle est mesurée par le taux de croissance entre le PIB d'une année et le PIB de l'année suivante. C'est le chiffre le plus diffusé.**

✓ **Croissance annuelle et croissance trimestrielle**

TAUX DE CROISSANCE ANNUEL DU PIB EN VOLUME

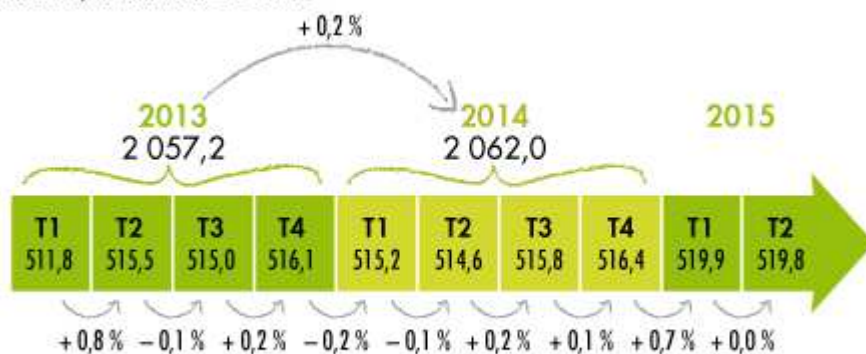


Source : lafinancepourtous.com d'après Insee

Le taux de croissance annuel a été négatif à trois reprises depuis la dernière guerre mondiale:
> en 1975 suite au premier choc pétrolier.
> en 1993 lors de la crise du système monétaire européen.
> en 2009 et 2010 suite à la crise financière mondiale

COISSANCE TRIMESTRIELLE ET COISSANCE ANNUELLE

EN FRANCE, EN MILLIARDS D'EUROS



Source : lafinancepourtous.com d'après Insee

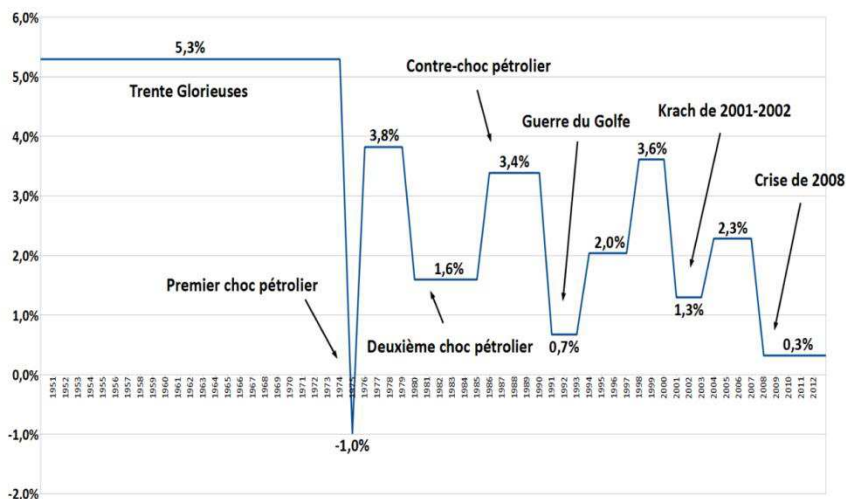


Le taux de croissance annuel s'établit à 0,2 % en 2014 selon les estimations de l'Insee, cela signifie que la France a créé plus de richesses en 2014 qu'en 2013. Le taux de croissance trimestriel entre le premier et le deuxième trimestre 2015 est nul après une progression de +0,7 % entre le quatrième trimestre 2014 et le premier trimestre 2015. C'est la croissance trimestrielle qui permet de déterminer si un pays est en **récession**. En effet, une récession se définit par un recul du PIB pendant au moins deux trimestres consécutifs.

PS/On considère que la précision du calcul de la croissance annuelle est de 0,2 %.

Par exemple, si la croissance est estimée à +0,7 %, cela veut dire que sa valeur réelle est très probablement comprise entre +0,5 % et +0,9%

• Tendence du taux de croissance pour la France



• Pourquoi la croissance est-elle le principal objectif économique ? Quel impact du taux de croissance sur l'emploi ?

Un accroissement de la richesse produite se traduit par une augmentation des recettes fiscales : TVA, Impôts sur les sociétés, mais aussi de l'impôt sur le revenu car une hausse de la croissance s'accompagne généralement d'une hausse des revenus distribués. L'amélioration des recettes fiscales permet : de réduire le déficit public, de réduire le montant de la dette publique et/ou de dégager des marges de manœuvre pour investir.

La croissance économique permet également de créer des emplois car la demande et la production des entreprises

augmentent, ce qui génère d'avantage de travail (augmentation du Total des Heures Travaillées = THT).

A contrario, **une croissance nulle va réduire la richesse par habitant (la population active augmente d'une année à l'autre) et dégrader l'emploi (en France, la population active croît de 150 à 200 000 personnes/an), ...sauf si l'on ajuste en permanence la durée individuelle du travail en fonction de l'évolution du THT disponible et du nombre d'actifs**

Au niveau des finances publiques les objectifs fixés par l'Europe (déficit public ne dépassant pas 3% du PIB et dette publique ne dépassant pas 60% du PIB) ne peuvent être atteints avec une croissance nulle voir inférieure à 1.4%, sauf à réduire drastiquement les dépenses publiques au détriment de l'investissement public et du pouvoir d'achat des ménages (réduction des dépenses de transferts), ce sont les politiques d'austérité avec leurs effets désastreux sur la demande et l'emploi dans tous les pays qui les mettent en œuvre.

Commentaires :

Les comparaisons entre pays doivent être analysées avec précautions et sur longue période.

En effet, un pays producteur de matières premières (MP) va enregistrer une forte croissance de son PIB si les prix des matières premières flambent, c'est ce qui s'est passé de 2003 à 2011 (graphique ci-dessous) ou, sous l'effet de la spéculation (matières cotées en Bourse : pétrole, gaz, aluminium, cuivre, riz, blé, soja, etc.) et de la mondialisation qui facilite la formation d'oligopoles par la libéralisation des échanges (par exemple pour le minerai de fer servant à la production de l'Acier, dont le prix est imposé par les 3 plus gros producteurs mondiaux qui s'entendent).

Ces hausses de prix, qui en moyenne ont atteint plus de 400% !(prix multipliés par 5) entre 2003 et 2011, ont engendré des transferts considérables de Valeur ajoutée avec un impact majeur sur les taux de croissance des principaux pays. Les pays producteurs/exportateurs de MP ont vu leur PIB, et par suite leur Taux de croissance, augmenter fortement et à contrario les pays consommateurs/importateurs ont vu leur PIB/leur croissance décroître sous l'effet de la hausse du coût des consommations intermédiaires qui réduit la capacité d'investissement des entreprises et les poussent à rechercher des gains sur le coût de Main d'œuvre (productivité main d'œuvre) pour essayer de maintenir leurs marges car très souvent les entreprises ne peuvent pas répercuter les hausses des MP dans leur prix de vente. Cette productivité Main d'œuvre a un impact négatif sur l'emploi (baisse du Total d'Heures Travaillées) et génère à son tour une baisse du pouvoir d'achat et de la demande.

Aujourd'hui, et depuis 2011, les prix des matières premières chutent lourdement (plus de 50% en 1 an pour le baril de pétrole et plus de 70% de baisse du prix du minerai de fer depuis février 2011) et le phénomène inverse est en cours. Les pays producteurs-exportateurs de MP voient leur croissance s'effondrer (Australie, Canada, Norvège...) voir même entrent en déflation (Russie, Brésil...). La baisse des prix permet aux pays consommateurs-importateurs de MP de réduire le coût de leurs consommations intermédiaires et par suite d'accroître leur Valeur Ajoutée avec pour effet de tirer la croissance (et les marges des entreprises si elles ne répercutent pas ces baisses de coûts matières à leurs clients ce qui est globalement le cas).

Ces mouvements de prix (en USD) et de transferts de richesses (VA créée) qui en découlent peuvent être amplifiés/minorés par l'évolution de la parité Euros/USD.

Ces baisses très importantes des prix des MP importées devraient, en théorie, doper le pouvoir d'achat des ménages et la marge des entreprises avec pour effet d'améliorer la demande, tant interne qu'externe, et améliorer la croissance et l'emploi. En réalité, lors de ces mouvements de prix massifs, les grandes entreprises siphonnent une partie de la VA transférée. Par exemple, les prix des matières plastiques, utilisées par les plasturgistes, sont en forte hausse sur 1 an (> à 40% sur le polyéthylène entre fin 2014 et mi 2015) alors que le prix du pétrole a été divisé par 2. Les producteurs de Matières Plastiques sont toujours très prompts à répercuter les hausses de prix du pétrole dans leurs prix de vente (qu'ils n'hésitent pas à augmenter au-delà de la seule répercussion de la hausse du prix du pétrole), mais ils savent s'entendre avec leurs concurrents (de moins en moins nombreux sous l'effet de la concentration des acteurs facilitée par la mondialisation qui permet la libre circulation des marchandises et des capitaux) pour ne pas faire bénéficier leurs clients (sauf les plus gros) des baisses de coûts et gonfler leurs profits. Les PME subissent l'effet ciseaux entre leurs fournisseurs qui s'entendent pour augmenter les prix alors qu'ils devraient les baisser, et leurs gros clients qui refusent toute augmentation de prix. **C'est comme cela que l'on met en péril la reprise économique (de la croissance) et le redémarrage de l'emploi. C'est une « croissance pauvre en emplois ».**

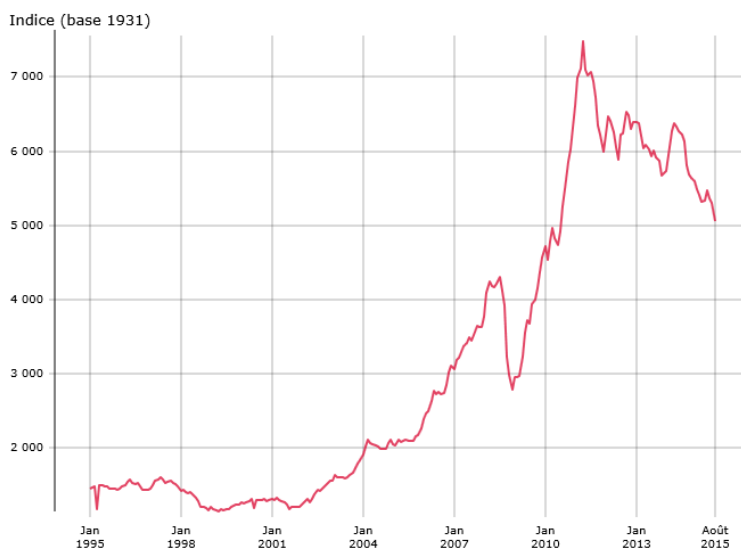
Il en est de même au niveau des ménages, dont le pouvoir d'achat devrait augmenter beaucoup plus si ces baisses de prix des MP étaient répercutées jusqu'au prix final. Par exemple, les sociétés pétrolières ont profité de la baisse du Brut (-50% en un an) pour augmenter leur marge de raffinage de plus de 360% entre le T3-2014 (14€/t) et le T3-2015 (51 €/t) avec pour effet

de minorer la baisse du prix des carburants.

Contrairement à ce qu'affirment les libéraux, relayés par les médias, la mondialisation loin d'ouvrir la concurrence et de donner du pouvoir d'achat aux consommateurs permet dans beaucoup de domaines une concentration des acteurs qui vont former des oligopoles /cartels (voir se retrouver en position de monopole) lesquels joueront de leur rapport de force pour imposer leurs prix, leur qualité et conditions à leurs clients et finir d'éliminer leurs petits concurrents. Les « surprofits » qu'ils réalisent bénéficieront à une minorité de dirigeants et d'actionnaires qui « éviteront » l'impôt en logeant leurs profits dans des paradis fiscaux. A cela s'ajoute le développement des marchés financiers qui permettent de spéculer sur les prix des matières premières (cotées en bourse) avec pour effet d'amplifier les mouvements de hausses et de baisses des prix. La richesse siphonnée par les spéculateurs ne va ni aux salariés (augmentation des salaires et/ou réduction du temps de travail), ni aux entreprises (investissements, augmentation des fonds propres...), ni aux consommateurs (gains de pouvoir d'achat). Ces abus génèrent parfois de graves crises sociales : rappelons-nous les émeutes de la faim générées, en 2007-2008, par la spéculation sur les prix des matières premières agricoles (hausse de plus de 80% sur les prix des céréales, hausses dont ont bénéficiées les banques d'investissement, les fonds de pensions..., au détriment des plus pauvres).

Tout le monde est perdant (PME, ménages, Etats) sauf eux (dirigeants et actionnaires des multinationales, et spéculateurs). C'est probablement une des causes de la baisse continue de la croissance, de la productivité et du taux d'emploi. Cet accroissement des inégalités qui résulte d'une répartition injuste de la Valeur Ajoutée est maintenant mise en avant par les plus grands organismes économiques mondiaux (FMI, BM, OCDE, CNUCED etc.) pour expliquer la baisse du taux de croissance presque partout dans le monde.

Indices Moody's des prix internationaux des matières premières importées - Ensemble - En devises - Base 100 le 31/12/1931 – Graphique (selon Insee)



• La PRODUCTIVITE c'est quoi ?

Définition Insee :

- ✓ « En économie, **la productivité est définie comme le rapport, en volume, entre une production et les ressources mises en œuvre pour l'obtenir.**

La production désigne les biens et/ou les services produits. Les ressources mises en œuvre, dénommées aussi facteurs de production, désignent le travail, le capital technique (installations, machines, outillages...), les capitaux engagés, les consommations intermédiaires (matières premières, énergie, transport...), ainsi que des facteurs moins faciles à appréhender bien qu'extrêmement importants, tels le savoir-faire accumulé.

La productivité peut aussi être calculée par rapport à un seul type de ressources, le travail ou le capital. On parle alors de productivité apparente.

Une mesure couramment utilisée est celle de productivité apparente du travail. On peut également calculer une productivité apparente du capital.

- ✓ La productivité « apparente du travail » ne tient compte que du seul facteur travail comme ressource mise en œuvre. Le terme « apparente » rappelle que la productivité dépend de l'ensemble des facteurs de production et de la façon dont ils sont combinés.

La productivité apparente du travail est usuellement mesurée en rapportant la richesse créée au facteur travail :

- la richesse créée est mesurée par la **valeur ajoutée (évaluée en volume)** ;

- seul le volume de travail mis en œuvre dans le processus de production est pris en compte et il peut être quantifié de plusieurs manières :

1. si le volume de travail est mesuré par le nombre d'heures travaillées, on parle de « productivité horaire apparente du travail » :

2. si le volume de travail est mesuré par le nombre de personnes en emploi (**personnes physiques**), on parle de « productivité par tête ».

- ✓ Formuler autrement, la productivité constitue une mesure de l'efficacité avec laquelle les entreprises, et globalement l'économie d'un pays, mettent à profit les ressources dont elles disposent pour fabriquer des biens ou offrir un service.
- ✓ Relativement simple à définir, la productivité est, dans ses déterminants et dans ces effets, beaucoup plus difficile à cerner.

Pour l'économiste américain John T. Dunlop, la productivité est : « le résultat d'un processus social complexe qui fait entrer en ligne de compte la science, la recherche et la mise au point, l'enseignement, la technique, la gestion, les installations de production, les travailleurs et les organisations syndicales »

Pourquoi utilise t'on le plus souvent la « productivité horaire apparente du travail » pour mesurer la productivité et sa croissance ?

- ✓ Si l'on considère une seule usine produisant un bien unique et de qualité uniforme nous pouvons baser la mesure de la productivité sur des mesures en unité physique. La productivité du travail sera mesurée en divisant le nombre d'unités produites (des voitures par exemple) par le nombre d'heures de travail nécessaires à leur fabrication et la productivité du capital en divisant le nombre d'unités produites par machine ou par unité de production (nombre de quintaux de blé par hectare par exemple).
- ✓ Une telle mesure n'est plus possible lorsque l'on veut agréger ces informations afin d'obtenir des résultats pour une industrie ou un pays et réaliser des comparaisons.
- ✓ Il devient alors nécessaire d'adopter une unité de mesure uniforme qui permet d'additionner des productions de nature différente. Cette difficulté est contournée en utilisant une valeur monétaire qu'est la Valeur Ajoutée en volume (corrigée de l'évolution des prix à la consommation).

La productivité horaire (apparente) du travail d'un secteur d'activité ou d'un pays est donc obtenue en divisant la valeur ajoutée en volume par le nombre total d'heures travaillées (nous pourrions mesurer et comparer la productivité par salarié mais cette mesure ne serait pas homogène car elle dépend du temps de travail des salariés et les comparaisons seraient faussées).

Si la productivité du travail reflète le valeur monétaire générée par heure de travail, il ne faut surtout pas en conclure qu'elle dépend uniquement de la performance de la main d'œuvre. Elle est également influencée par tous les autres facteurs de production et l'environnement de l'entreprise (la France est réputée pour la qualité de ses infrastructures : transports, énergies..., et du savoir-faire de ses salariés, de sa formation, de son système de santé).

Plus que l'intensité de l'effort fourni par les travailleurs ce sont les autres facteurs, comme le volume de capital mise en œuvre pour investir afin d'améliorer les moyens de production (machines plus productives, automatisation des process, informatisation, etc.), de pouvoir Innover (dépenses de recherche et développement qui permettront de prendre une avance sur ses concurrents et de dégager une marge supérieure sur la vente d'un produit innovant), mais aussi l'amélioration de l'organisation/de l'efficacité, de la qualité (limiter les rebuts en production et les couts SAV qui font chuter la VA), d'acquérir et de conserver le savoir-faire (formation et transmission qui améliorent la compétitivité hors couts), la motivation des salariés (climat social), sans oublier de s'attaquer à la réduction du cout des consommations intermédiaires (facteur rarement mis en avant mais primordial) par la recherche des meilleurs prix d'achat, mais surtout par la réduction des quantités consommées (matières, énergie, consommables, etc.), **qui vont permettre d'augmenter la valeur ajouté par heure de travail → gains de productivité .**

<http://www.insee.fr/fr/methodes/default.asp?page=definitions/productivite.htm>

<http://www.insee.fr/fr/methodes/default.asp?page=definitions/productivite-apparent-travail.htm>

A en croire les « experts », les gains de productivité se répercutent sur le niveau de vie par l'intermédiaire des prix et des revenus. Ils favorisent les baisses de prix qui améliorent le pouvoir d'achat donc le niveau de vie de ceux qui achètent les produits et services concernés. Ils permettent aux entreprises de verser des salaires réels plus élevés et de mieux rémunérer leurs actionnaires sans compromettre leur position concurrentielle (sans perte de parts de marché).

En réalité, ces gains de productivité sont de plus en plus captés/détournés par les plus grosses firmes et leurs actionnaires. Le rapport de force est de plus en plus défavorable aux PME, ETI et aux salariés, c'est le résultat de la mondialisation et de la financiarisation de l'économie. Les PME et ETI subissent la politique de prix de leurs gros fournisseurs et sont obligées « d'offrir » tout ou partie de leurs gains de productivité à leurs gros clients (baisses de prix). Les Firmes multinationales (FMN) ne vont pas faire bénéficier le consommateur finale des baisses de prix mais vont, par des montages comptables et fiscaux de plus en plus élaborés (par ex. gonflement des prix de transferts, transfert de la propriété des brevets et des marques vers des filiales qu'elles installent dans des pays à faible fiscalité à partir desquelles elles factureront aux unités de production et de commercialisation des contributions pour utilisations de ses brevets et marques) afin de détourner les profits supplémentaires réalisés dans les pays de production vers les paradis fiscaux .C'est comme cela qu'elles ne cessent d'augmenter leur « cash » et les dividendes versés à leurs actionnaires au détriment des PME et ETI, des salaires, du pouvoir d'achat des ménages, des recettes fiscales des Etats et finalement de l'emploi. **En réalité les FMN et la Finance se moquent de la croissance du PIB et de l'amélioration de l'emploi, seule la croissance de leurs profits les intéresse pour cela elles s'organisent pour capter les gains de productivité.**

Avec cette exigence des actionnaires et la voracité des FMN les gains de productivité sont freinés. La priorité est donnée à l'augmentation des dividendes au détriment des investissements aussi bien en ressources matérielles qu'en ressources humaines. Ce n'est pas réduisant ses investissements, en favorisant la rotation du personnel et le dumping salarial/sociale, que l'entreprise aura les moyens de consolider sur le moyen/long terme son savoir-faire et son efficacité dont elle a besoin pour pérenniser son activité (sa compétitivité globale) et l'emploi. Ce libéralisme outrancier dégrade à la fois l'offre et la demande. De plus en plus ce phénomène touche les plus grosses entreprises .Sous la pression des fonds d'investissement ou fonds de pension qui les rachètent ou prennent une participation majoritaire dans leur capital, ses société sont obligées de couper dans les dépenses investissements (moyens de production, R&D..), de ne garder que les activités les plus rentable à court terme afin de générer immédiatement un rendement maximum pour ces fonds .Les entreprises qu'ils dépècent sont vendues avant qu'elles ne périssent. C'est comme cela que les fortunes se font et que les Anglo-Saxons font financer leur système de retraites par capitalisation par les salariés et entreprises des autres pays, c'est la financiarisation qui est une autre forme de colonisation.

En France, s'ajoute la puissance de la grande distribution (GD) qui affaiblit les producteurs en ponctionnant leurs gains de productivité. Les acteurs de la grande distribution se présentent comme les défenseurs du pouvoir d'achat des consommateurs mais en réalité ils ne cessent d'accroître leur marge en maltraitant/rackettant leurs fournisseurs que ce soit les industriels, les agriculteurs, les éleveurs. La GD , pour augmenter ses marges,demande en permanence à ses fournisseurs des baisses de prix directes ou indirectes (paiement de marges arrières, des promotions..). Le chantage au déréférencement est permanent. C'est comme cela que l'on détruit l'industrie Française et en particulier ses PME et ETI, il en est de même pour l'agriculture et l'élevage ou les petites exploitations sont sacrifiées.

Qui a dit : « Si l'argent et le profit à tout prix deviennent des fétiches qu'on adore, si l'avidité est à la base de notre système social et économique, alors nos sociétés courent à la ruine. Les hommes et la création tout entière ne doivent pas être au service de l'argent : les conséquences de ce qui est en train d'arriver sont sous nos yeux » ?